

Mariella Villasante Cervello

**CHRONIQUE DE LA GUERRE
INTERNE AU PÉROU : 1980-2000**

ETUDE D'ANTHROPOLOGIE
DE LA VIOLENCE



Préface de Salomón Lerner Febres

L'Harmattan

JUIN 2018

PRÉFACE ET EXTRAITS CHOISIS DE L'INTRODUCTION

NOVEMBRE 2018

Publications de Mariella Villasante Cervello

Aux éditions L'Harmattan :

1998, *Parenté et politique en Mauritanie. Essai d'anthropologie historique. Le devenir contemporain des Ahl Sidi Mahmûd, confédération bidân de l'Assaba*. Collection Sociétés africaines, 284 p.

2007, (Sous la direction de, avec la collaboration de Christophe de Beauvais), *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au Sahel. Problèmes de méthode, état des lieux et perspectives de recherche (XVIII^e-XX^e siècles)*, 2 vols., (vol. 1, 543 p. et vol. 2, 553 p.), photos et cartes.
Préface de Catherine Coquery-Vidrovitch.

2014, (Sous la direction de, avec la collaboration de Christophe de Beauvais), *Le passé colonial et les héritages actuels en Mauritanie. État des lieux de recherches nouvelles en histoire et en anthropologie*, Études africaines, 467 p.

2015, *Le Grand Récit de la guerre interne au Pérou. Version résumée du Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation du Pérou*. Traduction française du livre « *Hatun Willakuy* », avec la collaboration de Christophe de Beauvais. Collection Recherches Amériques latines, 543 p.

2016, *Violence politique au Pérou 1980-2000. Sentier Lumineux contre l'État et la société. Essai d'anthropologie politique de la violence*, Collection Recherches Amériques latines, 551 p.

Aux Éditions du CNRS :

2000, (Sous la direction de), *Groupes serviles au Sahara. Approche comparative à partir du cas des arabophones de Mauritanie*. Collection Études de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, 360 p.

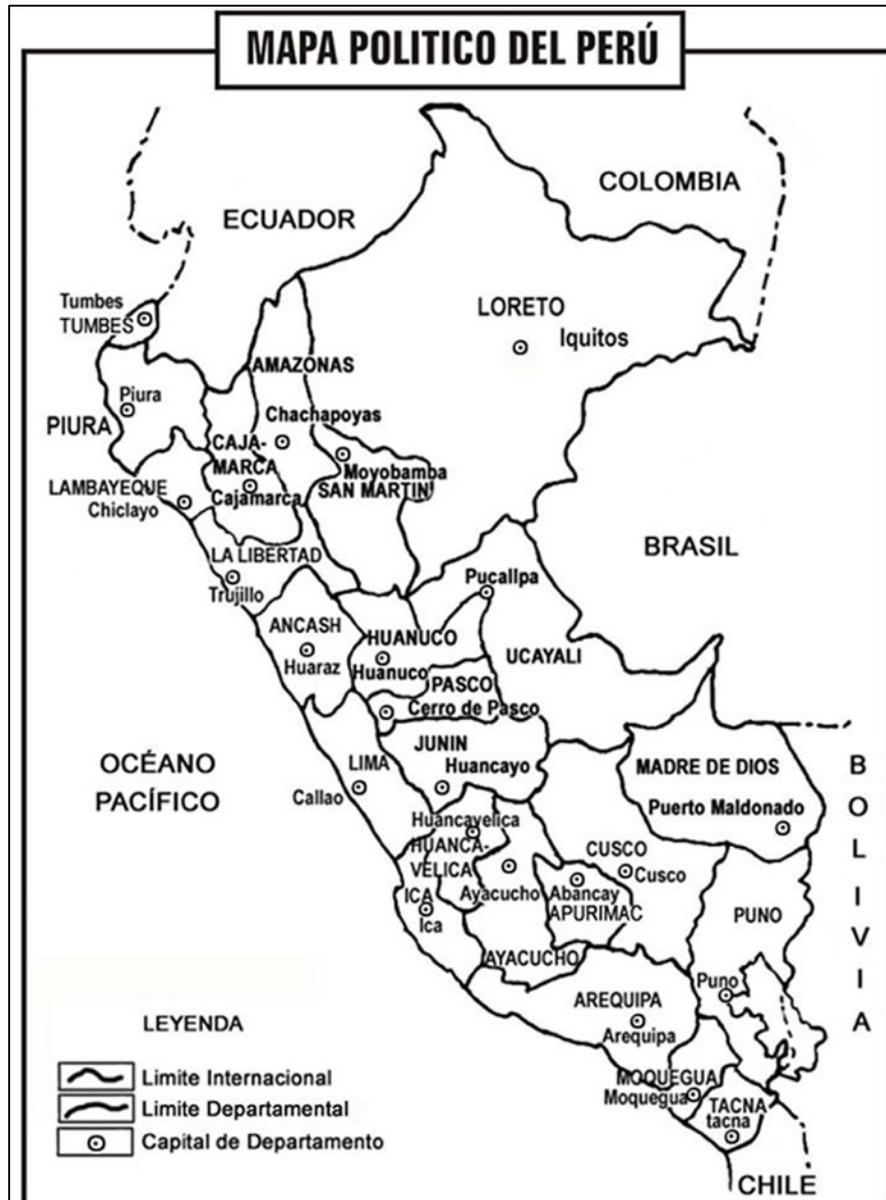
© L'Harmattan, 2017

5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

ISBN : 978-2-343-14690-4

EAN : 9782343146904

<http://www.editions-harmattan.fr>



Carte 1 : Le Pérou et ses départements

SOMMAIRE [du livre original]

PRÉFACE, <i>par Salomón Lerner</i>	11
REMERCIEMENTS	13
INTRODUCTION	15
CHAPITRE 1	
LE DÉBUT DE LA GUERRE INTERNE (1980-1982) ET SA MILITARISATION (DÉCEMBRE 1982- MAI 1986)	87
• Les premiers attentats et les réponses répressives, mai 1980 à novembre 1982	87
• Les forces armées dans les zones insurgées : décembre 1982.....	99
• Faiblesse du gouvernement de García face à la subversion, 1985-1990	157
CHAPITRE 2	
L'EXPANSION DE LA VIOLENCE DANS LE PAYS (JUN 1986 À MARS 1989)	177
• Le PCP-SL à Junín et au Huallaga et le MRTA à San Martín	178
• Le début du changement de la stratégie militaire : 1989.....	202
CHAPITRE 3	
LE NOUVEAU PIC DE VIOLENCE EXTRÊME ET LE DÉCLIN DE LA GUERRE (AVRIL 1989 À SEPTEMBRE 1992)	209
• La région du Huallaga devient un nouveau front de guerre	211
• Les forces armées changent de stratégie : août 1989	218
• Fujimori donne les pleins pouvoirs à l'armée : juillet 1990	251
• La stratégie de la « pacification » par la violence continue : janvier-août 1992 ..	282
• La capture de Guzmán marque un tournant de la guerre : septembre 1992	308
CHAPITRE 4	
LES DERNIÈRES ANNÉES DE VIOLENCE (OCTOBRE 1992 À NOVEMBRE 2000)	311
• La violence continue : Huánuco, Ayacucho, Junín et Lima	313
• Le PCP-SL se divise en deux factions et Fujimori impose une nouvelle Constitution, novembre 1993	334
• Les militaires et le trafic de drogue : décembre 1994	349
• Réélection de Fujimori sur fonds d'affrontements : avril 1995	352
• Le début des protestations civiles contre le régime : mai 1998.....	383
• Réélection de Fujimori grâce à la fraude électorale : avril 2000.....	390
• Chute de Fujimori et retour à l'ordre démocratique : novembre 2000.....	394
• La Commission de la vérité et la réconciliation du Pérou	397
RÉFLEXIONS FINALES	401
Annexe 1 : Principaux massacres (de plus de 10 personnes)	415
Annexe 2 : Tableaux de synthèse des principaux massacres	429
Annexe 3 : Tableaux de synthèse : Nombre de morts selon les responsables et selon les périodes, et Tableau général de morts.....	443
BIBLIOGRAPHIE	445
LISTE DES CARTES, DES TABLEAUX ET DES PHOTOS.....	457
LISTE DES MASSACRES BIEN DOCUMENTÉS	462
TABLE DES MATIÈRES	465

PRÉFACE

Dr Salomón Lerner Febres

Recteur émérite de la *Pontificia Universidad Católica del Perú*
Ancien Président de la Commission de la vérité et la réconciliation du Pérou

Durant les vingt dernières années du XXe siècle, le Pérou a enduré un conflit armé interne qui a fait presque 70 000 victimes, mortes ou disparues. Cette période de violence armée fut déclenchée par le Sentier Lumineux, une organisation subversive et terroriste. Les forces de l'ordre de l'État péruvien ont répliqué en appliquant des méthodes semblables de violence indiscriminée contre la population civile. Au cours de cette période, de graves et massives violations des droits humains se sont accumulées. On a dû attendre la chute du gouvernement autoritaire d'Alberto Fujimori, en novembre 2000, et l'arrivée d'une transition politique, pour que les victimes aient enfin l'opportunité de faire entendre leurs voix et leurs histoires. Ceci fut rendu possible grâce à la création de la Commission de la vérité et la réconciliation du Pérou qui, après deux ans de travail (2001-2003), présenta une reconstruction exhaustive des années de violence. Dans ce travail, les nombreux crimes contre l'humanité commis par les organisations subversives et par l'État furent démontrés ; les facteurs sous-jacents et les violations des droits humains analysés, les témoignages des victimes récupérés, et les raisons qui avaient rendu possible cette terrible histoire de la société péruvienne présentés. Les travaux de la Commission de la vérité et la réconciliation ont donné une forte impulsion à la réflexion et à la recherche sur cette période, non seulement aux travaux académiques, mais également aux manifestations artistiques (cinéma, théâtre, arts, musique), qui, depuis lors, explorent ce passé récent et nous aident à l'interpréter plus finement.

Les recherches de Mariella Villasante, initiées depuis plusieurs années, se situent dans cette tradition renouvelée d'études sur la violence, tant du point de vue académique qu'éthique. Parmi ses précieux efforts, on doit citer sa traduction de la version abrégée du Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation *Le Grand récit de la guerre interne au Pérou* (2015, Paris, L'Harmattan), qui a permis que notre histoire soit connue dans le milieu académique francophone. Et citer également un travail de grande envergure, son livre *Violence politique au Pérou 1980-2000. Sentier Lumineux contre l'État et la société. Essai d'anthropologie politique de la violence* (2016, Paris, L'Harmattan). Dans cet ouvrage, elle montre l'extension territoriale du conflit et son enracinement dans la structure sociale péruvienne. Ce livre va donc bien plus loin que le récit des faits, il explore les sens de la violence, et explicite comment cette violence renvoie aux inégalités et aux exclusions en cours dans la société péruvienne de l'époque et de notre présent. Contrairement à certains auteurs qui interprétaient le conflit comme un fait

ethnique, Mariella Villasante montre que malgré l'ancrage de la violence dans le monde rural, le programme idéologique des acteurs ne s'enracinait pas dans des revendications indigènes.

Mariella Villasante présente aujourd'hui une autre étude : *Chronique de la guerre interne au Pérou, 1980-2000. La violence de masses en Amérique latine*, qui montre encore une fois la minutie de ses recherches en anthropologie politique. On doit tenir compte du fait que le matériel de cette publication était destiné dans un premier temps à être une chronologie qui devait accompagner, en annexe, la publication précédente. Il s'agissait d'offrir aux lecteurs non familiers des faits du Pérou, une information chronologique du conflit armé. Néanmoins, ce matériel augmenta de manière considérable, jusqu'à devenir ce que nous avons aujourd'hui : plus qu'une chronologie, une chronique de la violence et une étude qui méritait bien une publication indépendante.

Précisons ici que l'autonomie de ce texte n'est pas tant liée à sa taille qu'à sa structure interne. Il s'agit bien d'une *chronique* car il s'agit d'une histoire, ou d'un récit, qui loin de se contenter d'énumérer les faits, en cherche la logique interne, le sens historique, culturel et politique. Mariella Villasante sait en effet qu'en dernière analyse la violence et les atrocités constituent toujours une énigme, une expérience révoltante et perturbatrice qu'on ne peut seulement conter, mais qui doit être saisie par le biais des intuitions académiques et des réflexions morales. Je veux dire par là que la lecture de cette *Chronique de la guerre interne au Pérou* nous apporte une série de clés interprétatives, et, en même temps, elle nous montre les diverses dimensions d'un phénomène social très complexe. Ainsi, de même qu'elle expose les faits selon les périodes concernées, comme l'avait déjà fait le Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation, elle nous propose également une vision différenciée des divers territoires qui furent les théâtres de la guerre interne. Bien évidemment, le territoire est aussi un fait culturel, démographique et historique.

La *Chronique de la guerre interne au Pérou* montre ainsi les diverses dynamiques du conflit selon les régions du pays et elle permet de mieux comprendre la complexité de l'histoire de la violence. On peut percevoir les changements de stratégies et les diverses formes que les acteurs armés du conflit ont utilisées dans leurs tactiques militaires et dans leurs manières d'entrer en relation avec les populations civiles.

L'histoire que l'on découvre dans ce livre est une histoire des atrocités de la guerre ; et il est juste que la nature cruelle des faits ne soit pas atténuée dans le récit. Trouver une logique interne au processus, comme il est fait ici de manière brillante, n'implique pas de dissimuler la réalité crue. Cela étant, cette histoire ne s'épuise pas en une chronique de feu et de sang mais elle s'étend vers un aspect encourageant. En effet, on raconte ici la résistance digne des

Préface

victimes, les manières dont les populations rurales ne se sont pas laissé vaincre par l'agression et par l'indifférence. On montre également la mobilisation citoyenne contre l'autoritarisme, et les demandes de vérité et de mémoire qui ont joué un rôle décisif pendant la période de transition.

Le travail aborde également la présentation de la Commission de la vérité et la réconciliation, créée par le gouvernement de transition. Le rapport final avec lequel cette publication dialogue de façon créative, constitue la recherche la plus vaste de cette époque et sert toujours de base pour exiger le droit des victimes. Mariella Villasante reprend également l'objectif civique et moral qui a encouragé la Commission de la vérité et la réconciliation. Certes, elle est une excellente chercheuse, mais elle est aussi une citoyenne engagée pour la justice, tant au Pérou qu'ailleurs, en Mauritanie, où elle travaille depuis de nombreuses années. Pour cette raison, ceux qui liront cette *chronique* trouveront, à côté de l'exposition objective des faits et des processus, et sans interférer avec celle-ci, une demande morale, un courant de solidarité avec les victimes, et le rejet de la violence, de l'abus, de la marginalisation. Et je dirais même que dans ce dernier sens du texte, celui de l'implication morale, on trouve le meilleur enseignement que nous offre ce livre, car l'empathie reste toujours le moment le plus intime et le plus achevé de la compréhension humaine.

*

REMERCIEMENTS

Il n'est jamais facile de prendre connaissance des horreurs d'une guerre. Or, malgré la difficulté initiale, je me suis assigné pour tâche la compréhension des faits qui ont caractérisé la guerre au Pérou pendant près de vingt ans. Cela dans un environnement intellectuel marqué par l'indifférence et par l'apathie généralisée. Presque personne ne veut savoir, ne veut parler, ni même évoquer les faits d'une guerre interne et civile qui a fait des dizaines de milliers de morts. Ainsi, l'exercice de prise de connaissance, douloureux, m'a appris à atteindre, du moins en partie, une certaine sérénité d'esprit grâce au soutien de quelques personnes très proches. Tout d'abord ma famille, mon époux, Christophe de Beauvais, et nos enfants Daniel et Elizabeth, qui, avec leur amour constant, m'ont donné le courage de commencer et de continuer ce travail jusqu'à sa fin.

Au Pérou, j'ai reçu le soutien affectif, intellectuel et moral du Dr Salomón Lerner Febres, ancien président de la Commission de la Vérité et la Réconciliation (CVR), et directeur émérite de l'Institut de démocratie et droits humains de la Pontificia Universidad Católica del Perú (IDEHPUCP). J'ai discuté avec Salomón longuement des faits que je découvrirai au fur et à mesure de mes lectures du Rapport Final de la CVR, et de mes enquêtes de terrain chez les Ashaninka et les Nomatsiguenga de l'Amazonie centrale.

J'ai rencontré peu de personnes intéressées dans les faits de violence de la guerre péruvienne. Parmi celles-ci je dois citer Ruth Borja, ancienne directrice du *Centro de información para la memoria colectiva y los derechos humanos de la Defensoría del Pueblo*, et la documentaliste Karina Fernández, qui ont une connaissance fine des archives de la guerre péruvienne. Toutes les deux m'ont énormément aidé au cours de mes enquêtes, avec la simplicité et la bienveillance des personnes sages et de grand cœur.

L'historien Eduardo Toche m'a aidé à trouver les sources digitales de la chronologie recueillie par son institution, DESCO ; et l'anthropologue Oscar Espinosa, professeur de la PUCP, m'a communiqué son expérience lors de la récolte d'informations de la CVR en Amazonie centrale.

Orieta Pérez, secrétaire de l'IDEHPUCP, m'a souvent aidé à trouver des personnes et des informations durant mes séjours annuels à Lima. Enfin, les grands reporters Ernesto Jiménez, Monika Newton, Alejandro Balaguer, et mon amie Luzmila Chiricente, m'ont permis de publier certaines de leurs belles photographies. Qu'ils soient ici remerciés de tout cœur.

*

INTRODUCTION

[Extraits choisis du livre original]

Cette étude complète deux autres publications sur les violences de masses qui ont agité le Pérou entre 1980 et 2000. Il s'agit d'abord de la traduction que j'ai réalisée de la version abrégée du Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Pérou, parue en 2015 : *Le Grand récit de la guerre interne au Pérou* (Paris, L'Harmattan). Et, d'autre part, de mon livre paru en 2016 : *Violence politique au Pérou 1980-2000. Sentier Lumineux contre l'État et la société. Essai d'anthropologie politique de la violence* (Paris, L'Harmattan).

Le manuscrit initial de ce texte date de 2014 ; il fut conçu comme une Annexe du livre *Violence politique au Pérou*. Cependant, il devint évident qu'il ne pouvait pas être inclus dans ce livre car il était trop volumineux. Ensuite, j'ai sélectionné les massacres les plus importants, et j'ai écrit une étude sur les camps senderistes à Ayacucho et dans l'Amazonie centrale, mon premier terrain d'anthropologie (Villasante 1983), qui devaient paraître dans l'Encyclopédie de la violence de masses. Mais finalement j'ai décidé de les publier dans mon site d'academia.edu en 2015¹.

Dans ce livre, j'ai sélectionné les faits de violence de masse qui ont marqué la guerre péruvienne, et qui restent peu connus dans leurs détails souvent extrêmement cruels. Il semble en effet nécessaire de connaître ces situations de violence extrême pour mieux comprendre la profondeur des expériences vécues par des milliers de personnes, dont de nombreuses ont trouvé la mort, et d'autres ont pu survivre et portent encore en elles le poids des souffrances endurées. Cette prise de conscience des réalités vécues pourra contribuer à la production d'analyses plus précises et approfondies qui serviront à mieux étudier le cas péruvien et à le mettre en relation, dans le cadre d'études comparatives, avec d'autres cas de violence politique dans d'autres sociétés (Colombie, Guatemala, Salvador, Algérie, Irak, Syrie).

L'hypothèse centrale de mon livre *Violence politique au Pérou* considère que le pays a souffert d'une guerre interne et civile qui ne veut pas dire son nom dans les régions qui étaient au cœur du conflit². C'est-à-dire dans les régions andines du centre et du sud et en Amazonie centrale, où les populations se sont divisées en deux camps ennemis, pour ou contre la subversion armée déclenchée par le Parti communiste du Pérou, Sentier Lumineux (PCP-SL), qui luttait contre l'État et la société. Pour autant, comme

¹ Villasante 2015b, Index chronologique de la guerre civile au Pérou, juin 2015 ; Villasante 2015c, Les camps de Sentier Lumineux chez les Quechua et chez les Ashaninka durant la guerre civile au Pérou, juin 2015.

² Dans cette section, je reprends certains paragraphes de l'Introduction, du Chapitre 5, et des Réflexions finales du livre *Violence politique au Pérou* qui nous serviront à mieux contextualiser la chronologie des faits de violence.

Chronique de la guerre interne au Pérou

on le verra bien tôt, cette guerre ne fut en aucun cas une « guerre ethnique ».

Les gouvernements civils (Fernando Belaunde, Alan García, Alberto Fujimori), ont donné un pouvoir total aux militaires pour arrêter la subversion, et les territoires soumis à l'état d'urgence (plus de la moitié du pays) furent régis par la loi martiale entre 1982 et 2000. Ainsi, du coup d'État de Fujimori, avec l'appui des forces armées, le 5 avril 1992, jusqu'en novembre 2000, date de sa destitution, le Pérou fut gouverné par une junte militaro-civile.

L'analyse de la guerre interne péruvienne montre que la violence politique, c'est-à-dire la violence associée au pouvoir et au gouvernement, se développe facilement dans des contextes caractérisés par la faiblesse de l'État dans une large portion du territoire, et dans un contexte de faible développement de la nation et de l'identité nationale. Durant les vingt années de conflit, les Péruviens ont connu les massacres de masse, les camps *senderistes* [de Sentier Lumineux], les enfants-soldats et la répression barbare des militaires ; et ce, dans le cadre d'une corruption généralisée au sein de l'État et du délitement des institutions étatiques.



Fig. 1 : Funérailles d'une autorité d'Ayacucho tuée par le PCP-SL, vers 1984
(©Ernesto Jiménez)

Contrairement à une vision répandue en Europe et aux États-Unis, la guerre péruvienne n'a pas été une « guerre ethnique » opposant les « Blancs » aux « Indiens ». Le racisme construit depuis l'occupation espagnole, restructuré dans les années 1950, et maintenu par les élites européanisées est un élément de la structure hiérarchique péruvienne, et latino-américaine en général. Il n'a pas été le facteur central du conflit, mais la violence s'est exprimée en termes

Introduction

racistes, au sein des forces armées, chez les subversifs et les milices civiles. Au Pérou il y a toujours quelqu'un de « plus indien » que soi ; même si cela reste une donnée manipulable et une composante de la hiérarchie sociale fondée sur les degrés de métissage.

Il est indéniable que l'affrontement entre Péruviens à la fin du XXe siècle, le plus meurtrier qu'on ait connu, a été largement influencé par les sentiments de frustration, de ressentiment et de colère des groupes pauvres parmi les pauvres, contre un ordre social considéré comme injuste, et contre les élites (de toutes origines) considérées comme responsables des malheurs du peuple. Certes, la pauvreté n'explique pas tout, mais lorsqu'on constate que dans les années 1980-1990 près de 70% des Péruviens vivaient en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, force est de constater qu'elle a été un catalyseur de la violence collective. Encore fallait-il un idéologue entouré de disciples pour que le mouvement de rébellion contre le système social puisse se concrétiser. L'ancien professeur de philosophie Abimael Guzmán Reinoso fut cet idéologue, il réussit à canaliser la colère du peuple notamment à travers les jeunes déracinés endoctrinés dans l'idéologie communiste d'extrême violence prônée par Mao Zedong. Pour les senderistes, majoritairement paysans, ce fut donc une « guerre de guérilla » très proche des guerres primitives³, et pour les militaires, ce fut une « guerre totale » contre les terroristes.

En effet, les forces armées péruviennes ont agi comme une armée d'occupation en pays ennemi, et elles ont cru que leurs méthodes d'extrême violence étaient justifiées par leur objectif de « sauver la patrie du danger communiste », en totale impunité. Elles ont été poussées dans ce sens par le premier gouvernement civil de Fernando Belaunde qui a démissionné de son rôle et a abandonné la conduite de la guerre aux militaires. Et la situation a encore empiré avec le gouvernement de Fujimori qui a gouverné le pays avec les forces armées, avec des généraux corrompus et à sa solde.

Les caractéristiques centrales de la guerre péruvienne peuvent être mises en relation, dans un cadre comparatif large, avec d'autres cas de violences de masse dans le monde. Le Parti Communiste Sentier Lumineux a installé des camps de concentration totalitaires où des milliers de Péruviens ont trouvé la mort de faim, de maladie, mais aussi suite aux tortures et aux exécutions, notamment chez les Ashaninka de l'Amazonie⁴. Les massacres de masse, organisés par les senderistes et par les militaires, représentent une nouveauté

³ Selon l'anthropologue Lawrence Keeley : « La guerre primitive (et la guérilla) consiste en une guerre réduite à son objectif essentiel : l'élimination physique de l'adversaire, le pillage ou la destruction de ses réserves alimentaires, de ses richesses, comme de ses ressources essentielles ; et l'instauration, à leur encontre, d'un climat d'insécurité et de terreur. » (Keeley, *Les guerres préhistoriques*, 1996, 2002 : 164).

⁴ Villasante, 2012, *Violencia de masas del PCP-SL, Memoria* ; 2014b, *La violence de masse chez les Ashaninka du Pérou*, Site MSH ; 2015b ; 2017, *Los campos de concentración senderistas y los niños soldados en el Perú*, *Revista Ideele* n°275. Sur les Ashaninka voir aussi : Villasante 2015d, *De la difficulté de construire une nation avec les natifs amazoniens*, Site MSH.

Chronique de la guerre interne au Pérou

absolue dans l'histoire péruvienne. Elles montrent une sorte de summum de la folie meurtrière des êtres humains, et se déploient toujours en groupe, contexte au sein duquel les inhibitions individuelles disparaissent. Ce type de violence est semblable à celui qui est qualifié de « génocide », par exemple dans les cas des Maya au Guatemala, des Tutsis au Rwanda et des Croates en ex-Yougoslavie, entre autres pays. Certains s'opposeront à cette proposition, arguant que le *génocide* est un type singulier de violence de masse ; mais en réalité le génocide est l'une des formes d'élimination de masse, comme l'a bien démontré l'anthropologue Daniel Goldhagen dans son livre *Pire que la guerre. Massacres et génocides au XXe siècle*, où il écrit :

« Le génocide (quelle que soit la définition qu'on lui donne), les tueries de masse de moindre proportion et les autres formes d'élimination se situent dans un continuum, et les massacreurs utilisent souvent plusieurs moyens éliminationnistes à la fois. Donc, traiter le *génocide* comme un phénomène qualitativement différent, distinct des autres formes d'élimination de masse, bafoue la réalité des politiques et des expériences éliminationnistes, en plus d'être intenable d'un point de vue conceptuel. » (2009, 2012 : 41).



Fig. 2 : Policiers en patrouille à Lima, 1987 (©Ernesto Jiménez)

De fait, le génocide évoque, dans le langage ordinaire, des grandes tueries de milliers de personnes devenues des « ennemies » en vertu de leur appartenance ethnique, religieuse, ou nationale. Cependant, le processus de destruction des personnes, et surtout le côté organisationnel, c'est-à-dire *rationnel* des massacres, est identique. Dans toutes les violences de masse, perpétrées souvent dans le cadre des guerres, l'Autre ennemi « devient

Introduction

complètement « autre », c'est-à-dire délié de tout lien d'identification réciproque. » (Sémelin 2005 : 25). On y reviendra.

Dans le développement de la guerre péruvienne, trois secteurs de la société étaient présents : les subversifs, les civils et les militaires. Les réactions de ces trois groupes ont été semblables à d'autres cas d'affrontement dans un cadre national. Les gouvernements ont cru que le « tout militaire » allait résoudre la subversion, et ils ont mis une dizaine d'années avant de se rendre compte que cela ne marchait pas. Les terroristes du Sentier Lumineux ont attendu un soulèvement paysan qui était absolument hors d'atteinte. Finalement, ce sont les milices civiles qui ont décidé du tournant de la guerre, et il s'agit là d'une particularité du cas péruvien. Plus d'un demi-million d'hommes et quelques milliers de femmes, les *ronderos*, ont affronté les ennemis subversifs (tout en agissant avec l'excès des guerriers), et ils ont gardé leurs armes, sans pour autant tomber dans le banditisme, un fait exceptionnel en Amérique latine et probablement dans le monde.

Selon les estimations de la Commission de la vérité et la réconciliation du Pérou (CVR), la guerre fit au moins 70 000 morts ; cependant, l'on estime que plus de 6 000 natifs Ashaninka et Nomatsiguenga de l'Amazonie centrale sont morts dans des camps de concentration senderistes (de faim, de maladie, ou exécutés par les senderistes Andins et Natifs), et ils ne sont pas comptabilisés dans l'estimation globale. Il s'agit là d'une réalité peu connue au Pérou et dans le monde que je vais analyser dans un ouvrage en préparation⁵.

L'expérience concentrationnaire des natifs a été exposée dans le Rapport final de la CVR dans le contexte du : « *Desplazamiento forzado interno y esclavitud sufrida por el grupo ashaninka* » (Tomo VI. 9.2 : 472-508). Selon les auteurs du rapport :

“El PCP-SL trató al pueblo ashaninka como objeto de su propiedad al trasladarlo a lugares inhóspitos donde no tenían que comer. (...) La vida en el monte era una vida salvaje, sin rastros de humanidad: “*hoja de chalanca nomas comían, tierra, hasta culebra*”, como los animales. (...) “*Teníamos mucha hambre.*” (...) El PCP-SL mantenía un control estricto sobre el territorio “liberado”. (...) Las mujeres ashaninka se convirtieron en “esclavas sexuales”, obligadas a servir a los miembros de la “fuerza principal” bajo pena de muerte. (...) La “fuerza local” se

⁵ M. Villasante, en préparation, La violencia política en la Selva central del Perú, 1980-2000. Los campos de concentración senderistas y las secuelas de la guerra civil entre los Ashaninka y los Nomatsiguenga. Ensayo de antropología de la violencia, Lima. Dans mes travaux précédents (2012, 2014b, 2015c, Les camps de Sentier Lumineux) j'ai utilisé les expressions « camps de travail forcé » et « camps d'internement », des euphémismes qui doivent être abandonnés au profit de l'appellation plus précise de camps de concentration totalitaires. Le PCP-SL a adopté le modèle chinois des camps de rééducation, (laogaï), qui était censé transformer les « mauvais communistes » par le travail et la soumission totale au parti. Les senderistes ont séquestré et contrôlé des milliers de paysans pauvres dans le but de les « transformer » en « hommes nouveaux », entièrement voués au parti et à son chef, Abimael Guzmán. Voir aussi l'entretien que j'ai accordé sur ce thème (Villasante 2014e).

Chronique de la guerre interne au Pérou

encargaba del traslado forzado de *tsinamis* (mujeres) para la “fuerza principal”. (...) Las niñas de diez o trece años que empezaban a menstruar también eran llevadas. Los niños ashaninka fueron obligados a trabajar o a combatir en el conflicto armado. (...)

Los niños más grandes, los “niños pioneros” tenían más responsabilidad, tanto en el trabajo diario como en la actividad militar. Finalmente, el partido determinaba quienes vivían y quienes morían. “*Mandos ashaninka mataron a otros ashaninka enfermos que no podían caminar.*” (...)

“La carga pesada del trabajo recaía sobre la “masa”: el trabajo de construcción de casas y letrinas, así como su limpieza, y sobre todo el trabajo agrícola para proveer de sustento (sic) a la “fuerza principal”, la “fuerza local”, a los “mandos” y al “pelotón” o comité general. (...) El control sobre los pelotones era prácticamente total. Los mandos establecían horarios para todo tipo de tareas de la vida cotidiana e imponían estrictas normas de conducta. El “nuevo Estado” implicaba el alejamiento de las costumbres y creencias anteriores por la “nueva política” del “presidente Gonzalo”. (...) (IF, Tomo VI: 496-497).

“Entre las medidas de control y de represión más fuerte se encuentran las de tipo psicológico. Una de ellas era la “autocrítica”. (...) Sin embargo era sólo posible realizar la autocrítica tres veces. A la cuarta falta, el infractor era ajusticiado.” (IF, Tomo VI: 498).

Les témoignages recueillis par la CVR, et ceux que j’ai recueilli depuis 2010, montrent que le PCP-SL a soumis des milliers de personnes à un mode de vie totalitaire et inhumain semblable à ceux des *goulags* soviétiques et aux *laogai* chinois, ou aux « camps de rééducation » du Cambodge, du Vietnam et de la Corée du Nord. Le terme « camp de concentration » est mentionné une seule fois dans le Rapport Final, mais il n’est pas associé à son statut juridique dans le droit humanitaire international. Ce dernier est issu du Procès de Nuremberg (1945-1946), lorsque les Alliés prirent conscience du génocide des Juifs dans les camps d’extermination nazis, et il a été ratifié dans la Convention de Genève de 1949. La création des camps nazis fut alors qualifiée de « crime contre l’humanité ». L’oubli ou l’ignorance de la réalité concentrationnaire au Pérou est une grave lacune du droit humanitaire national qui devra un jour être rectifiée. Selon le Rapport final :

“Según los testimonios de los Asháninkas que lograron escapar o fueron rescatados, los “comités populares” funcionaban como una especie de ***campos de concentración***, donde el trabajo forzado, los horarios estrictos, las normas de conducta rigurosas, el incumplimiento de las promesas hechas y la pérdida de la libertad individual condujeron a los asháninkas a rechazar al PCP-SL. (...) Un ex mando de Quempiri recuerda que a los infractores se les colocaba al interior de un círculo y se elegía a algún miembro de la fuerza principal para asesinarlo con una soga o con un cuchillo por la espalda. Aunque la mayoría de esos asesinatos no eran presenciados por la masa, los mandos obligaban al pelotón, especialmente a la familia, a festejar la muerte, a reír, tomar masato y hacer vivas al partido y al presidente Gonzalo.” (IF, Tomo V. 8.4.1. Los mártires ashaninkas del Tambo: 170.) [C’est moi qui souligne].

Introduction

En septembre 1992, la capture d'Abimael Guzmán, chef historique du Sentier Lumineux, marqua le début du déclin de la guerre interne. Les actions armées se sont poursuivies jusqu'aux années 1998-2000, puis elles se concentrèrent dans une zone de l'Amazonie centrale, la vallée des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM), où elles se poursuivent de nos jours.

Dans les pages qui suivent je voudrais proposer un court aperçu du contexte politique au sein duquel s'est développé la guerre civile et l'état d'insécurité, de peur et de terreur généralisés au Pérou pendant une vingtaine d'années. Et, dans un second temps, je rappellerai les idées centrales de mes analyses conceptuelles sur la violence de masse.

LA VIOLENCE POLITIQUE AU PÉROU DANS LE CONTEXTE DE L'AMÉRIQUE LATINE

S'il y a un élément récurrent dans l'ordre politique latino-américain, c'est bien celui de la violence politique et du pouvoir autoritaire. Non pas que les sociétés latino-américaines puissent être considérées comme « violentes », mais plutôt que les systèmes politiques dictatoriaux et tyranniques ont été courants, bien plus que les régimes démocratiques. Le deuxième invariant est le maintien des hiérarchies sociales fondées sur la généalogie et sur le monopole des richesses des pays. Les oligarchies étaient de ce fait ordinaires et tiraient leurs richesses de leur contrôle des grandes propriétés foncières, les *haciendas* en Amérique espagnole et les *fazendas* au Brésil, où l'on cultivait des produits d'exportation (café, cacao, coton, canne à sucre). Les autres ressources exploitées étaient les richesses naturelles (mines, pétrole, charbon, guano, caoutchouc). Enfin, la main-d'œuvre utilisée était issue des populations rurales pauvres. Cet ordre social prémoderne dura, selon les pays et les régions latino-américaines, jusqu'aux années 1950.

Après le triomphe de la révolution cubaine de 1958, la violence politique étatique se transforma aux Amériques ; elle devint plus féroce et centrée sur la lutte « anti-communiste ». Les États-Unis, devenus les nouveaux patrons du sous-continent, entendaient ordonner la lutte sans merci contre les communistes qui menaçaient d'envahir leur pré carré. Les militaires latino-américains furent poussés à suivre des cours à l'École des Amériques du Panama, il leur fallait apprendre comment combattre le « nouvel ennemi communiste ». Jamais auparavant la violence étatique ne fut ainsi coordonnée et organisée à l'échelle du sous-continent.

Comme ses voisins, en 1965, le Pérou envoya ses militaires affronter, une petite poussée de guérilla en milieu rural, qui eut cependant des conséquences atroces pour les natifs Ashaninka, Nomatsiguenga et Yanasha, accusés de « collaborer avec l'ennemi » et bombardés au napalm⁶ pour les punir (Peter

⁶ L'emploi du napalm est aussi mentionné par Flores Galindo, *Introducción, Obras completas IV*, (1988), 1996 : 18. Mais il ne donne pas le nombre de victimes estimées.

Klarén 2000, 2008 : 400-402). Des populations rurales quechua dans la *sierra* centrale, et des populations natives de la région de la *selva* centrale⁷ furent touchées par ces attaques barbares qui ne tenaient pas compte de la présence des populations civiles.

Peu après, en 1968, un régime militaire prit le pouvoir et tenta de faire une révolution réformatrice ; les premières grandes réformes sociales, dont la réforme foncière qui mit fin aux *haciendas*, datent de cette période (1968-1975). Mais les Nord-américains trouvaient le général Velasco Alvarado trop à gauche et le firent partir pour installer le général Morales Bermúdez (1975-1980), qui assura la transition vers la démocratie à la veille de l'éclatement de la « guerre populaire » du Sentier Lumineux.

A partir des années 1970, en pleine crise pétrolière, le Pérou a eu un parcours historique distinct au sein de l'Amérique latine ; contrairement aux militaires fascistes de l'Argentine (1976-1983) et du Chili (1974-1990), le régime militaire de Velasco et de Bermúdez tenta d'améliorer les conditions de vie des majorités pauvres du pays. Velasco était proche des mouvances de gauche et de l'église de la théologie de libération et il réussit à inclure les paysans, jadis appelés « *Indios* », dans la symbolique politique du centre du pouvoir, Lima, et dans les agendas des activistes de l'État. Pourtant les erreurs administratives furent nombreuses, et le rejet d'un gouvernement qui restait dictatorial se fit de plus en plus fort. Il fallait faire marche arrière, et Bermúdez démantela le premier Système National de Contrôle des Populations Civiles (SINAMOS), à travers lequel les agents de l'État étaient devenus présents dans une large partie du territoire national.

La réforme foncière bénéficiait aux grandes propriétés consacrées aux cultures commerciales, au détriment des populations paysannes pauvres qui restaient exclues et méprisées des citoyens. Des vagues de migrations vers les villes, commencées en 1950, s'approfondissent et changent le visage de la capitale qui concentre, comme d'autres capitales, des populations de toutes les régions du pays. L'ancien racisme anti-indien se renouvelle, et donne naissance au racisme entre métis qui est caractéristique de la période post-moderne actuelle (Villasante 2016c, *Violence politique au Pérou* : 81-85).

Les violences politiques en Amérique latine après 1960

En Amérique latine, les violences internes ultérieures à 1960, ont été étroitement liées à la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS, qui prit une tournure plus conflictuelle après le triomphe de la révolution cubaine en 1958.

⁷ Parmi les lieux concernés par la répression de l'armée et de la police citons ici : Satipo, Cubantia, Sonomoro, Gran Pajonal, Río Perené, Puerto Bermúdez, Oventi, Nevate, Nimawari, Río Sotziqui (Sara Beatriz Guardia, 1972, citée par Gustavo Ruíz de Somocurcio, *Perú insurgente, Perú émergente* (2004) 2006 : 72). Cette région est habitée par trois peuples amazoniens du groupe linguistique arawak : les Yanasha, les Ashaninka et les Nomatsiguenga.

Introduction

Après cette date, les revendications de changement social se sont répandues dans le sous-continent dans le cadre des mouvements guidés par les revendications inspirées par les idées de la gauche marxiste. Compte tenu des liens pervers entre l'État et l'armée, qui s'immisçait dans les affaires gouvernementales sans obéir aux gouvernements civils, les militaires de plusieurs États latino-américains prirent le pouvoir sous couvert de la lutte anti-communiste. Une justification largement soutenue et favorisée par la doctrine nord-américaine de la « sécurité intérieure » contre les « communistes », devenus les « ennemis internes ». De cette manière, les dictatures militaires se sont banalisées pour lutter contre les insurrections des guérillas de gauche et le « rétablissement de l'ordre et de la paix sociale ». Les violences militaires ont été en général bien plus étendues et sanguinaires que celles venant des mouvements insurgés, avec des cas particuliers, comme celui du Pérou et de la Colombie, où la violence politique s'est étroitement mêlée avec le crime organisé dans le cadre du trafic de cocaïne, créant une situation d'insécurité dans une grande partie de ces pays depuis 1964 et jusqu'à présent.

Tableau 1 : Violences politiques en Amérique latine et ailleurs

PAYS	PÉRIODE	MORTS	AUTRES DONNÉES
Brésil	1964-1985	434	210 disparus
Chili	1973-1990	2279	1 000 disparus
Argentine	1976-1983	8 961 à 30 000	
Colombie	1946-1966 1980-2016	200 000 + 200 000	18 000 enfants-soldats
Guatemala	1960-1996	200 000	83% morts Maya
El Salvador	1980-1991	75 000	25 000 civils morts
Nicaragua	1972-1984 1984-1991	65 000 30 000	15 000 civils morts
Pérou	1965 1980-2000	8 000 70 000	Amazonie/Andes 75% morts Quechua et Ashaninka
Algérie	1991-1999	+ 100 000	Majorité morts civils
Ex Yougoslavie	1991-1995	200 000	Majorité morts Croates et Bosniaques
Rwanda	1990-1994	800 000	Majorité morts Tutsi

(Source : Villasante 2016, *Violence politique au Pérou* : 257 et sqq.)

Des régimes dictatoriaux, d'extrême droite, furent installés au Paraguay (1954-1989), au Brésil (1964-1979), en Bolivie (1971-1982), en Uruguay (1972), au Chili (1973-1990), et en Argentine (1976-1983). En Amérique centrale, les violences entre les mouvements de guérilla et les forces de l'ordre ont été plus directement influencées par la guerre froide et par le conflit entre les États-Unis et Cuba. Ces deux pays, aidés par d'autres alliés, ont participé à des guerres civiles au Guatemala (1962-1996), au Salvador (1980-1992), et au Nicaragua (1979-1990) (Villasante 2016c : 257-259).

Sans entrer dans une analyse approfondie de ces cas de violence régionale, je propose distinguer quatre situations de violence politique.

- (1) Les *dictatures militaires* de l'Amérique du Sud.
- (2) Les *guerres civiles* en Amérique centrale.
- (3) Une *forme de guerre interne* avec le pouvoir fort des militaires, sur fond de concurrence et de corruption liées au *trafic de drogue* (Pérou et Colombie).
- (4) La *révolution anti-oligarchique* au Nicaragua, qui remporta la victoire par les armes, avec le soutien de Cuba, du Mexique et de l'URSS en 1979. Pourtant, dans ce pays, la guerre civile fut favorisée par les États-Unis entre 1981 et 1990, qui soutint la contre-révolution, les milices des *Contras*, avec le concours du Honduras, de l'Argentine, d'Israël et de l'Arabie Saoudite.

Les Commissions de vérité et de réconciliation

Pour éclaircir les faits de violence politique et légitimer la transition vers la démocratie, des *commissions de vérité* ont été créées dans quelques pays de l'Amérique latine⁸, suivant le mode politique et moral inauguré après la Seconde Guerre mondiale, et, plus tard, par la Commission de vérité et de réconciliation de l'Afrique du Sud (*Truth and Reconciliation*, 1995).

Trois remarques générales sur le thème des commissions de vérité. Dans le contexte latino-américain, le Pérou présente la spécificité d'avoir connu une violence politique qui mélangeait la répression des agents militaires, aidés par des groupes paramilitaires (comme dans le cas des dictatures argentine et chilienne), avec une situation de guerre civile dans laquelle les paysans se trouvaient entre les feux des militaires et des insurgés terroristes (comme au Salvador et au Guatemala). Les militaires péruviens se sont comportés comme leurs pairs latino-américains, qui, suivant la doctrine de sécurité anti-communiste prônée par les États-Unis, ont considéré que les paysans qui vivaient dans les zones influencées par les terroristes étaient devenus des « ennemis à abattre ». Le PCP-SL et le MRTA se sont comportés, eux aussi, comme d'autres groupes subversifs en Amérique centrale, qui ont perpétré des exécutions sommaires, des disparitions et des recrutements forcés. Cependant, la cruauté et la violence inutile ont été présentes de manière particulièrement forte chez les militants du PCP-SL, qui sont responsables de la mort de milliers de personnes, dans des massacres ou dans des camps de la mort, ce qui est un cas unique dans le sous-continent.

En deuxième lieu, le Pérou a eu la chance historique et la volonté politique de pouvoir installer une commission de vérité au lendemain de l'effondrement du régime illégitime de Fujimori. L'enquête officielle, entièrement nationale,

⁸ Voir E. Cuya, *Las Comisiones de Verdad en América Latina*, 1996 ; voir aussi E. Jelin, *Los trabajos de la memoria*, 2002. Arnaud Martin, *La mémoire et le pardon. Les commissions de la vérité et la réconciliation en Amérique latine*, 2009. Voir aussi Villasante, 2014a, *El informe de la Comisión de la verdad y la reconciliación del Perú en el contexto latinoamericano*, *Revista Memoria* n°13, IDEHPUCP.

Introduction

fut bien plus rapide qu'au Chili, qu'au Salvador et qu'au Guatemala, et le mandat des membres de la Commission de vérité fut bien plus large que partout ailleurs en Amérique latine et en Afrique du Sud.

Tableau 2 : Les Commissions de vérité en Amérique latine

PAYS/ANNÉE	NOMS COMMISSIONS, PÉRIODE, RAPPORT ET MESURES
Argentine/1982	<i>Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas</i> 1976-1983. Rapport « <i>Nunca más</i> » en 1984. Lois d'amnistie dérogées en 2003. Procès entre 2005-2009.
Chili/ 1990-1991	<i>Comisión de la verdad</i> , 1970-1973. Informe Rettig, 1991 Loi d'amnistie dérogée en 2001. « <i>Mesa de dialogo sobre los derechos humanos</i> », 1999. En 2004, <i>Informe Valech</i> sur les tortures (35 000 cas de torture, disparitions et exécutions).
El Salvador/1992	<i>Comisión de la verdad</i> . Rapport « <i>De la locura a la Esperanza</i> », mars 1993. Peu après Loi d'amnistie générale. En 2010, le président Funes reconnaît la responsabilité de l'État. Nouvelle <i>Comisión de reparaciones morales y materiales</i> . La Loi d'amnistie n'a pas été abrogée.
Guatemala/1997	<i>Comisión para el esclarecimiento histórico</i> (ONU et Guatemala), 1962-1996. Rapport Final en 1999. État accusé de génocide des Mayas ; mais il ne reconnaît rien. Les États-Unis ont demandé pardon pour leur responsabilité dans la guerre civile.
Pérou/2000	<i>Comisión de la verdad y la reconciliación</i> . Rapport final, <i>Hatun Willakuy</i> [Le grand récit], août 2003. La loi d'amnistie de 1995 fut annulée par la CIDH en 2001. Les forces armées et les partis de droite ont rejeté le rapport. Politique du silence, peu de recommandations adoptées.
Brésil/2014	<i>Comissão Nacional da Verdade</i> , 1946-1988. Rapport final en décembre 2014. Les forces armées ont rejeté le rapport et la Loi d'amnistie de 1979 n'a pas été abrogée.

(Sources : Villasante 2014a, 2016c)

Une autre particularité du cas péruvien est que le régime de Fujimori s'était effondré de l'intérieur, et que les forces armées, totalement affaiblies, avaient accepté de se plier au processus de transition démocratique. Ainsi, des dizaines d'officiers et de soldats accusés de violations des droits humains et de corruption furent remis aux mains de la justice ordinaire, et d'autres furent jugés par la justice militaire⁹. Cela contrairement aux cas des transitions concrétisées par des accords avec les forces armées, comme au Chili et au Guatemala, où les militaires participèrent dans le processus et conservèrent même leurs prérogatives, ce qui empêcha que la justice pénale soit imposée

⁹ Voir IF, 2003, Tomo III, El poder judicial, voir aussi IDEHPUCP 2009b, *El sistema de justicia durante el proceso de violencia*.

aux responsables des violences étatiques. Rappelons aussi que dans d'autres pays sud-américains les commissions de vérité ne purent s'installer par décision du Congrès (comme en Uruguay), et dans d'autres, comme au Brésil, que le processus commencé en 2011 s'est achevé en 2014 grâce à la décision de la présidente Dilma Rousseff, elle-même victime des tortures des militaires¹⁰. [pages 26-71].

LES SOURCES, LES CHOIX ET LES NOTES MÉTHODOLOGIQUES

Cette *Chronique de la guerre civile au Pérou* a été conçue comme un outil de recherche qui devrait servir à établir des comparaisons avec d'autres cas de violence de masse dans des sociétés latino-américaines, mais aussi africaines, asiatiques ou européennes car il s'agit d'une activité humaine ordinaire et répandue dans toute la planète, au-delà des lieux et du temps. Ces comparaisons pourront contribuer à notre meilleure connaissance d'invariants humains de la violence de masse, et à la construction d'une typologie de faits de violence qui tienne compte des actions selon le genre (masculin, féminin), selon les acteurs civils ou militaires, selon les armes utilisées, et selon les comportements pendant, durant et après les massacres et autres actes effroyables. Inévitablement, ce type de recherches implique une prise de position morale de notre part, en tant que chercheurs, en tant que citoyens, et en tant que simples êtres humains.

On peut considérer, avec Daniel Goldhagen (2012 : 557 *et sqq.*), que nos connaissances peuvent et doivent servir à *prévenir* les massacres et les politiques éliminationnistes. Cela est vrai. Néanmoins, on peut considérer aussi — surtout dans les pays du Tiers Monde, où les États et les nations sont faibles ou inexistantes — que nos données peuvent aider en premier lieu à la *lutte contre l'impunité* des responsables des violences extrêmes. Pour cette raison, certains cas présentés dans ce livre ont fait l'objet de poursuites en justice, et l'état des dossiers judiciaires disponibles est noté. Sans justice aucune réconciliation n'est possible, aucun avenir pacifique pensable pour des populations qui ont souffert des années de violences et de douleur et qui gardent en eux, leur vie durant, les traces de la barbarie humaine.

Les sources du livre : Rapport final et Chronologie DESCO

Dans cette étude, j'ai consigné les faits d'extrême violence, ou massacres, en suivant la chronologie de la guerre, en prenant comme principale source le Rapport final de la Commission de la Vérité et la réconciliation, et, d'autre part, les données recueillies par le *Centro de estudios y promoción del desarrollo* (DESCO). D'autres informations proviennent de quelques travaux

¹⁰ Voir Villasante 2015a, La Comisión de la verdad de Brasil y los niños soldados del Perú, *Boletín del IDEHPUCP*, 2 février 2015.

Introduction

de chercheurs, ou de documents officiels (*Defensoría del Pueblo, Ministerio Público*). Pour ce qui est des affaires portées devant la justice, certains cas ont été actualisés suivant les informations recueillies par l'IDEHPUCP, et par quelques journaux (notamment *La República*, principal journal indépendant du pays, qui conduit des enquêtes sur les atrocités commises pendant la guerre). Cependant, il semble indispensable de prendre connaissance du contexte politique et social (élections, lois, décisions gouvernementales et/ou militaires, manifestations), au sein duquel la guerre s'est déployée dans le pays. Ainsi, ils sont cités de manière systématique.

Avant de présenter ce livre il est nécessaire de donner quelques informations sur les principales sources utilisées, le Rapport final de la CVR et la Chronologie de la violence au Pérou de DESCO.

Le Rapport Final de la CVR du Pérou et les méthodes d'enquête

En 2001, le président Paniagua installa une Commission de la vérité au Pérou sous la présidence du Dr Salomón Lerner Febres, professeur de philosophie et ancien recteur de la *Pontificia Universidad Católica del Perú* avec neuf personnalités inattaquables¹¹. La Commission de la vérité reçut un mandat très large, et sa période d'enquête s'étendait de mai 1980 à novembre 2000. Il s'agissait d'établir la *vérité* des faits de violence et de désigner les responsabilités des crimes et des violations des droits humains dans le but d'établir une justice pénale indispensable pour amorcer le processus de réconciliation nationale.

Le mandat que la CVR reçut du Parlement péruvien fut d'enquêter sur les crimes imputables aux organisations subversives, aux agents de l'État ou aux groupes paramilitaires : assassinats et séquestrations, disparitions forcées, violations des droits collectifs des communautés andines et natives du pays, et d'autres crimes contre les droits des personnes (Article 3, Présidence du conseil des ministres).

Le cadre juridique adopté incluait le Droit pénal péruvien, mais aussi le Droit International Humanitaire, tout en reconnaissant que cette source de droit (codifiée dans la Convention de Genève de 1949 et les Protocoles de 1977), n'était pas entièrement applicable au cas péruvien car les groupes subversifs n'avaient pas la condition de « belligérants ». Aussi, la CVR dut identifier elle-même d'autres bases juridiques pour encadrer les faits de violence. Le droit international public fut d'un grand secours dans ce travail, notamment avec la création des Tribunaux pénaux internationaux des Nations

¹¹ Dr Beatriz Alva Hart, Dr Rolando Ames, Mgr José Antunez de Mayolo, lieutenant-général Luis Arias Grazziani, Dr Enrique Bernales, (feu) Dr Carlos Ivan Degregori, Père Gaston Garatea Yori, Pasteur Humberto Lay Sun, Sofia Macher, Alberto Morote Sanchez, Carlos Tapia, et Mgr Luis Bambarén qui était Observateur. Voir aussi la section consacrée à la CVR dans mon livre *Violence politique au Pérou*, 2016c : 259-269.

Unies pour l'ex-Yougoslavie (1994) et pour le Rwanda (1995), et avec l'approbation du Statut de Rome par la Cour pénale internationale de 1998.

D'autre part, malgré le fait que le Décret suprême qui créait la CVR faisait recours au concept de « terrorisme » pour évoquer les crimes commis par les organisations subversives, la CVR ne fut pas convaincue de l'utilité de ce terme pour décrire les conduites de ces organisations. Elle constata également qu'il n'existe pas de consensus international sur le sens de ce terme. La CVR distingue ainsi les « actes de subversion » qui eurent comme objectif de terroriser les populations civiles et son utilisation des concepts de *terrorisme* et *terroriste* est très encadrée (IF, Tomo I : 24-25).

Lors des élections de 2001, Alejandro Toledo fut élu président du pays avec 53,1% des voix, contre Alan García, revenu sur la scène politique, qui obtint 46,9% de voix. Le président Alejandro Toledo reçut le Rapport final des mains du Dr Salomón Lerner le 28 août 2003.



Fig. 23 : Le président de la CVR, Dr Lerner (à gauche), et le président Toledo recevant le Rapport final (Archives CVR)

Les enquêtes de la CVR

Pour accomplir sa tâche, la CVR a effectué des enquêtes approfondies, au niveau national, sur les assassinats, les séquestrations, les disparitions forcées, les tortures et autres violations des droits collectifs des communautés citadines, andines et amazoniennes. Les travaux ont été alimentés par ceux qu'avaient entrepris les organismes de défenses des droits humains (dont la *Coordinadora nacional de derechos humanos*) depuis les années 1980.

Les options méthodologiques pour mener à bien le travail de la CVR furent complexes. Le travail interdisciplinaire a été l'un des principaux défis des différentes équipes de travail. On a accordé une importance toute particulière

Introduction

aux perspectives de genre, donnant la parole aux femmes, dont les voix étaient couramment passées sous silence, et aux communautés indigènes andines et amazoniennes, habituellement ignorées. La collecte des données dans les régions a été effectuée par des équipes de travail parlant les langues natives et connaissant les codes culturels des sociétés rurales du pays (IF, Tomo I : 39-41).

- La plus grande partie des ressources humaines de la CVR a été investie dans la récolte de témoignages en zones rurales, là où la guerre interne s'était développée de manière prédominante. Enfin, 9 500 assistants ont effectué des enquêtes de terrain.

- Pour son travail de récolte des données et de constitution d'une base des données, la CVR du Pérou s'est inspiré de l'expérience de l'Afrique du Sud, pionnière en la matière (2002, 5 vols.), et du Guatemala.

- Le travail le plus important fut la récolte d'environ 17 000 témoignages volontaires recueillis en privé, dans les bureaux régionaux de la CVR et/ou par les équipes itinérantes, dans plusieurs régions du pays, ce qui n'avait jamais été fait en Amérique latine.

- D'autres témoignages furent présentés, suivant le mode inauguré en Afrique du Sud, dans des *Audiencias públicas*. Pour ce qui est des auteurs de massacre, plusieurs dizaines ont été interviewés dans les prisons, et d'autres, anciens militaires, ont accordé leurs témoignages sous couvert d'anonymat¹².

- On peut consulter l'ensemble des données statistiques (Graphiques, Cartes et Tableaux) dans l'Annexe 4 du Rapport final (*Compendio estadístico, versión* CD-ROM).

- Sur le terrain, le travail de la CVR fut divisé en divers secteurs. Le siège Nord-oriental (Huallaga, Huánuco, Tingo María, Pucallpa, Tarapoto), où furent recueillis 3 458 témoignages.

- Le siège Centre (Junín, Oxapampa, fleuves Ene, Pangoa et Tambo, Huancavelica, Pasco) où furent recueillis 3 085 témoignages. Le siège Sud-central (fleuve Apurímac, Huamanga, Cangallo, Vilcashuamán et Víctor Fajardo à Ayacucho, Angaraes et Acobamba à Huancavelica, Andahuaylas et Chincheros à Apurímac) où l'on recueillit 5 435 témoignages.

- Le siège Sud-andin (Puno, Cusco, Apurímac et Madre de Dios) où l'on recueillit 1 885 témoignages. Enfin, le siège régional Nord-oriental, sud et Lima métropole (Ancash, La Libertad, Jaén, Amazonas, Piura, Ica, Arequipa) où furent recueillis 3 050 témoignages de victimes, et dans 15 établissements pénitentiaires 870 témoignages de détenus accusés de

¹² Voir www.cverdad.org.pe/ifinal/index.php.

Chronique de la guerre interne au Pérou

terrorisme et de trahison à la patrie (IF, Anexo 2 : 13-14 ; voir aussi Anexo 10, *Audiencias públicas*).

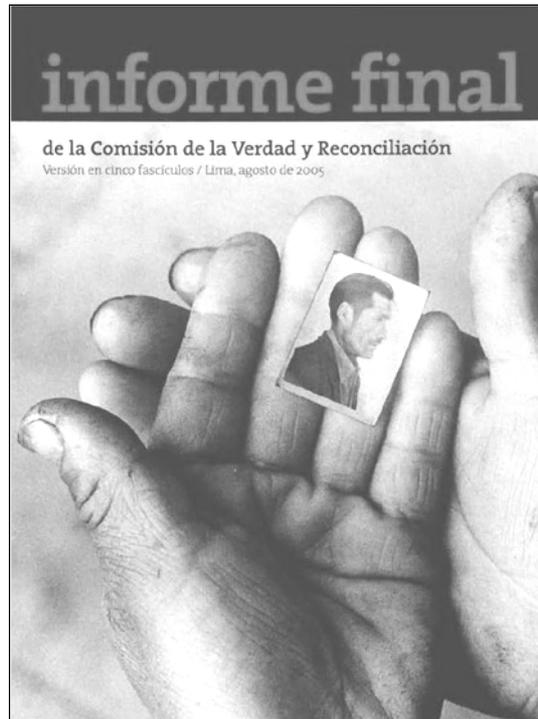


Fig. 24 : Couverture de la version en 5 fascicules du Rapport Final de la CVR, août 2005 (Archives de la CVR)

Au moment de sa présentation, en 2003, les membres de la CVR demandèrent la réalisation d'une version courte du Rapport final, qui en 2004 fut publiée sous le titre : « *Hatun Willakuy* » [grand récit¹³]. Une seconde édition fut publiée en 2009. Une version en fascicules fut également publiée en 2005.

L'ensemble des données recueillies par la CVR ont été déposées au *Centro de información para la Memoria colectiva y los derechos humanos, Defensoría del Pueblo*, Lima. Cet organisme public fut créé par la Constitution de 1993, et dépend du Congrès de la République, sa mission est de protéger les droits constitutionnels des personnes et des communautés, de veiller aux devoirs de l'administration et des services publics.

¹³ Comme je le notais précédemment, j'ai publié la traduction du *Hatun Willakuy*, avec la collaboration de Christophe de Beauvais, en juin 2015, sous l'intitulé *Le Grand Récit de la guerre interne au Pérou* (Villasante 2015e).

Introduction

En novembre 2016, les archives de la CVR et le Registre unique des victimes — créé en 2006 dans le cadre des tâches du Conseil des réparations aux victimes du conflit armé interne —, ont été inclus dans le Programme Mémoire du monde de l'UNESCO (*La República* du 10 novembre 2016).

Le Rapport final de la CVR est composé de 9 volumes et de 12 annexes, réunissant environ 5 000 pages d'information. Il est nécessaire de préciser qu'il existe trois versions du Rapport Final de la CVR. Le texte est identique mais les paginations de ces trois versions et des annexes sont différentes.

(a) Une version disponible dans le site web de l'IDEHPUCP :

<http://idehpucp.pucp.edu.pe/tipo/informe-final/>

(b) Une version élaborée par l'IDEHPUCP, avec des sous-chapitres en PDF.

<http://www.derechos.org/nizkor/peru/libros/cv/>

(c) Une version publiée en format CD-ROM en décembre 2003

[www.cverdad.org.peru].

Dans cet ouvrage, j'ai utilisé de manière prioritaire la version publiée en format CD-ROM. Cependant, les informations chronologiques ont été tirées de la version du site web de l'IDEHPUCP, dans laquelle l'Annexe 2 est consacrée à la Chronologie 1978-2000 (alors que celle-ci est l'Annexe 1 dans la version du site web www.derechos.org).

D'autre part, le Tomo IV, consacré à la présentation du conflit dans les diverses régions du pays, comporte des chronologies locales plus précises que celles enregistrées dans la Chronologie de l'Annexe 2. Dans la version CD-ROM, l'Annexe 1 est consacrée à la *Mémoire institutionnelle*, qui est absente dans les deux autres versions. Enfin, dans la version CD-ROM on trouve des cartes et des tableaux qui sont absents dans les deux autres versions du Rapport Final. J'ai utilisé en particulier les volumes suivants :

- Tomo V (Histoires représentatives de la violence)
- Tomo VI (Les crimes et les violations des droits humains), et
- Tomo VII (Les cas étudiés par la CVR).

Chronologie de la guerre interne du *Centro de estudios y promoción del desarrollo* (DESCO)

Un grand nombre de données a été recueilli par l'institut de recherche non gouvernemental *Centro de estudios y promoción del desarrollo* (DESCO 1980-2000). Il faut préciser que la base de données de DESCO a considéré seulement les nouvelles publiées dans des journaux, des revues et celles diffusées à la radio et à la télévision nationale (Degregori 2010 : 44, note 50). D'où l'utilisation courante de chiffres ronds pour le nombre de morts, de blessés ou de disparus. Certains cas ont été repris par la CVR, mais il faut préciser que le Rapport final n'a pas inclus toutes les données publiées par DESCO dans l'Annexe chronologique, plutôt centrée sur les faits politiques. Ainsi, comme on peut l'observer dans l'Annexe 1, un grand nombre de cas cités par DESCO n'a pas fait l'objet d'enquêtes officielles jusqu'à présent.

Chronique de la guerre interne au Pérou

La CVR a tenu compte des informations de DESCO et les a complétées avec des informations apportées par des organismes locaux (Comité international de la Croix Rouge, IDL, Associations civiles locales, *Defensoría del Pueblo*). D'autres sources secondaires sont aussi considérées.

Les données de DESCO ont été publiées en version imprimée (1980-1988, 1989-2000), mais il existe également une version numérique qui compile l'ensemble des données, et que je note : DESCO 2000. A ma connaissance, cette version n'est pas en accès libre, je l'ai obtenue auprès du *Centro de documentación de la Defensoría del Pueblo*.

PRÉSENTATION DU LIVRE

• L'ordre chronologique est organisé autour des quatre grandes phases de la guerre interne :

- Chapitre 1 : Le début de la guerre (1980-1982) et sa militarisation (décembre 1982 à juin 1986)
- Chapitre 2 : L'expansion de la violence (juin 1986 à mai 1989)
- Chapitre 3 : Le nouveau pic de violence et le déclin de la guerre (avril 1989 à septembre 1992)
- Chapitre 4 : Les dernières années de la violence (octobre 1992 à novembre 2000)

• J'ai tenu compte des faits de violence extrême qui concernent la mort de *plus de cinq personnes* — suivant le critère de la CVR — mais j'ai classé comme « massacre » la mort de plus de 10 personnes. Les morts liés aux affrontements militaires ne sont pas classés comme « massacres », mais simplement notés. D'autre part, les meurtres sélectifs d'une seule personne ne sont pas toujours notés. Cependant, dans la phase de déclin du conflit, après 1992, j'ai noté la mort d'une ou plusieurs personnes pour rendre compte de la disparition progressive de l'état de guerre dans ses manifestations les plus terribles. Cela étant posé, cette chronique n'est en aucun cas exhaustive. J'ai tenté de croiser quelques informations et d'élaborer des tableaux comparatifs selon les périodes et les responsables pour l'ensemble du territoire national [Annexes 1, 2 et 3]. L'inventaire des massacres et les classements associés n'existent pas dans le Rapport final de la CVR.

Le classement des *massacres de plus de 10 personnes* a été organisé suivant un double rangement : d'une part, les massacres bien documentés¹⁴, et, d'autre part, les massacres peu connus, ou qui n'ont pas été enquêtés par la CVR ou par une autre institution officielle (*Defensoría del Pueblo*, CICR, APRODEH). Certains de ces cas ont été enregistrés dans le Rapport final de la CVR (Anexo 2), mais de manière plus systématique par l'ONG DESCO (2000).

¹⁴ Dont une petite synthèse de 58 cas a déjà été présentée dans l'Annexe 2 de mon livre *Violence politique au Pérou* (Villasante 2016c : 491-513).

Introduction

Les découvertes des fosses communes ont été incluses dans les cas des massacres car les personnes enterrées sont mortes dans le cadre des violences de masse. Certains cas ont fait l'objet d'enquêtes, mais la plupart restent en attente d'expertises légales.

Ainsi, dans ce livre je présente un total de 218 cas de massacres, dont 58 ont fait l'objet d'une enquête, et 159 restent non enquêtés. Ces données ont été synthétisées dans les Annexes 1 et 2. Une remarque sur ces classements. Dans l'Annexe 2 de mon livre *Violence politique au Pérou* (Villasante 2016c : 491-513), j'ai présenté 58 cas de massacres bien documentés *de plus de 5 personnes* ; et dans cet ouvrage je rapporte aussi 58 cas, mais avec une différence des critères de classement. Dans le travail antérieur, j'ai inclus deux cas d'affrontement (cas 27, Uchiza, et cas 30, Los Molinos), 3 cas de meurtres de moins de 5 personnes (cas 31, 41 et 48), et des disparitions (38). Alors que dans ce livre, 4 de ces cas ne figurent pas, j'ai conservé le cas de Los Molinos, et j'ai ajouté 3 cas (95, 149, 155).

- D'autres actes de violence ont été enregistrés tout au long des vingt années de conflit (attentats à la bombe, actions d'intimidation et de propagande, viols de femmes, meurtres sélectifs, pillages, incendies, massacres d'animaux). J'ai noté seulement ceux qui me semblent les plus importants pour donner un aperçu du contexte dans lequel ont vécu les populations péruviennes pendant une vingtaine d'années.

Notes de présentation

- Les faits de violence notés dans cette chronique signalent le nombre de morts, les responsables (le PCP-SL, l'armée, le MRTA, les milices civiles (*ronderos*), non précisé), les lieux, les armes utilisées et, lorsque cela est possible, le dénouement des faits, y compris l'état des procès en justice.

- Les faits sont présentés suivant l'ordre chronologique. Les dates sont notées en italiques lorsqu'il s'agit d'une *mise en contexte politique*, ou des faits de violence terroriste qui n'ont pas impliqué de victimes. Les dates des faits de violence sont notées en gras, ainsi que les lieux concernés. Mes précisions sont notées entre crochets [...].

- Les 58 massacres bien documentés de plus de 10 personnes sont numérotés et notés en gras. Les 159 cas de massacres non enquêtés sont également numérotés et soulignés. Les cas portés devant la justice ont été actualisés jusqu'en décembre 2017 ; ils sont notés par une étoile (*).

- Toutes les données du livre sont présentées de manière résumée dans les trois Annexes, en allant du plus descriptif au plus synthétique. L'**Annexe 1, Tableau des principaux massacres** (de plus de 10 personnes) pendant la guerre interne, présente les cas selon les lieux, les responsables (senderistes, militaires et/ou policiers, milices civiles (*ronderos*) ou non précisé), le nombre

Chronique de la guerre interne au Pérou

de victimes et les modalités des violences (hommes et femmes séparés, seuls les hommes tués, hommes et femmes tués, grande cruauté, mutilations, et parfois les armes utilisées).

- Dans l'**Annexe 2** sont présentés les **Tableaux de synthèse** selon les quatre périodes de la guerre interne, selon les lieux, les départements, le nombre des morts et les responsables. Pour faciliter la lecture des données et sa présentation, j'ai ajouté les sous-totaux du nombre des morts à la fin de chaque page. Les disparus sont notés mais non inclus dans le nombre de morts.

- L'**Annexe 3** présente les Tableaux de synthèse sur le nombre de morts selon les responsables et les quatre périodes de la guerre, et le Tableau général des morts liés aux massacres (de plus de 10 personnes). A la lecture de ces informations, on constate que nos données correspondent à celles du Rapport final de la CVR. En particulier, les périodes de plus forte violence furent de décembre 1982 à mai, et de juin 1986 à mars 1989. Le nombre des morts commence à chuter dans la troisième période, d'avril 1989 à septembre 1992, pour diminuer fortement entre octobre 1992 et novembre 2000.

Table 7 : Tableau général des morts dans des massacres de plus de 10 personnes, selon les périodes et les responsables

Périodes / Responsables	1982-1986	1986-1989	1989-1992	1992-2000	TOTAUX
Senderistes	2 678	6 254	933	299	10 164 62%
Militaires Policiers	1 669	587	2 191	17	4 464 27,5%
Non précisé	732	139	492	50	1 413 9%
Ronderos	102	--	33+39	82	256 1,5%
MRTA	--	--	14	--	14 0,01%
(Disparus)	(97)	(31)	(433)	(2)	(563)
TOTAUX	5 181	6 980	3 702	448	16 311

(Source : Annexes 1 et 2 de ce livre)

Selon mes données, le nombre total de morts dans les massacres de plus de 10 personnes est de 16 311. J'ai inclus dans les morts de la période 1986-1989 le chiffre estimé des Ashaninka et des Nomatsiguenga morts dans les camps de concentration senderistes (6 000), alors que la CVR ne l'a pas fait.

Le Rapport final établit que sur la base des 16,917 témoignages reçus, on a enregistré 23 149 personnes mortes ou disparues, dont 22 507 ont été identifiées et 642 trouvèrent la mort dans des affrontements armés. Or, au moment de la fermeture du processus d'enregistrement, la CVR a obtenu un total de 23 969 morts (Tableau n° 4). Cela étant, la CVR a considéré le nombre

Introduction

de 22 507 victimes identifiées pour présenter les tableaux des morts et de disparus de la guerre interne (IF, Tomo VI : 508-510 *et sqq.*).

J'ai rapporté un total de **16 311 morts dans 218 massacres de plus de 10 personnes** (dont 58 bien documentés), à l'exclusion de massacres de moindre importance, d'exécutions sélectives et de disparitions. La répartition des responsabilités des massacres est la suivante : PCP-SL (106), militaires et/ou policiers (79) non précisé (59), milices (36) et MRTA (1).

Mes données confirment le fait que durant la guerre interne la grande majorité de victimes a trouvé la mort dans le contexte de violences de masse. Pour ce qui est des responsables des morts, 62% furent des senderistes (56% selon la CVR, Tableau 4), suivis par les militaires et les policiers (27% dans mes données ; 32% selon la CVR). Les milices civiles, ou *ronderos*, occupent une place réduite avec 256 victimes, soit 1,5% pour mes données (2,5% pour la CVR). En outre, 9% des personnes ont été tuées par des groupes « non précisés », des senderistes ou des militaires (pour la CVR 8%). Le nombre de « disparus » (563) est donné seulement à titre indicatif, actuellement on estime leur nombre à environ 15 000 personnes.

- Certains cas d'extrême violence sont très bien documentés et d'autres beaucoup moins. Ainsi, pendant les premières dix années de guerre, beaucoup d'informations manquent ; et ultérieurement cela continue en raison de l'interdiction que les forces armées ont imposé aux chercheurs et aux civils en général d'entrer dans les zones déclarées en état d'urgence. En effet, entre décembre 1982 et la fin de l'année 2000, le pays était soumis au contrôle des militaires qui ont quadrillé le territoire en zones de conflit, puis en fronts de guerre. Ni les journalistes, ni les chercheurs, ni les organismes nationaux et internationaux ne pouvaient y entrer légalement. Dans ces conditions, un grand nombre d'informations recueillies par les rares journalistes qui entraient dans les zones de guerre ne pouvaient pas être très précises et parfois elles n'étaient pas exactes non plus. Cependant, ces informations nous donnent un aperçu de la violence dans le pays. Cela est évident dans les données enregistrées par DESCO dont les sources étaient les journaux et/ou les rares communiqués officiels des militaires. Dans ces cas, l'on sait qu'un fait s'est produit à tel endroit, mais souvent on ne connaît pas les responsables, et le nombre de morts est donné en chiffres ronds, ce qui laisse penser qu'il s'agit d'estimations et non de faits avérés.

- La CVR a enquêté sur un nombre important de massacres et de faits de violence (surtout dans le Tomo VII, *Los casos investigados por la CVR*), et je présente des synthèses de ces informations parfois très approfondies.

- La CVR a enregistré les informations relatives aux violations des droits humains en suivant les normes internationales de justice de transition, de manière à faciliter l'élaboration de dossiers pouvant mener les responsables des crimes devant la justice péruvienne. Ces dossiers étaient au nombre de 47

en 2003, inclus dans le programme spécial de l'IDEHPUCP (*Seguimiento de casos judicializables presentados por la CVR* ; désormais *Seguimiento*, IDEHPUCP 2010). Ils ont été actualisés jusqu'à décembre 2012, notamment ceux qui concernent les massacres commis par les forces armées et par le PCP-SL. Ultérieurement, 25 autres cas ont été ajoutés en collaboration avec la *Defensoría del Pueblo*, le ministère Public, et des organismes de défense des droits humains (APRODEH, ADEHR, IDL et COMISEDH). Ces organismes s'occupent de la présentation de dossiers devant la justice en vue de l'ouverture de procès. Je tiens compte de toutes ces sources pour présenter la situation des procès en justice jusqu'en juin 2017.

- Les images qui illustrent ce livre proviennent en partie de la collection du photographe péruvien Ernesto Jiménez, grand reporter pendant la guerre péruvienne, qui a eu la gentillesse de collaborer à cette publication. D'autres images sont issues du fonds recueilli par la CVR, publié sous l'appellation « *Yuyanapaq*, Para recordar » [Pour se souvenir] ; d'autres m'ont été données par Alejandro Balaguer et par Monika Newton, grands reporters péruviens. Je présente aussi quelques gravures de l'artiste d'Ayacucho Edilberto Jiménez. Certaines images de l'Amazonie centrale proviennent de la collection de Luzmila Chiricente, dirigeante nationale. Enfin, plusieurs images proviennent de sites péruviens d'information, notamment le journal indépendant *La República*.

Quelques précisions : fronts de la guerre, principaux responsables de la violence, terrorisme, loi de repentance

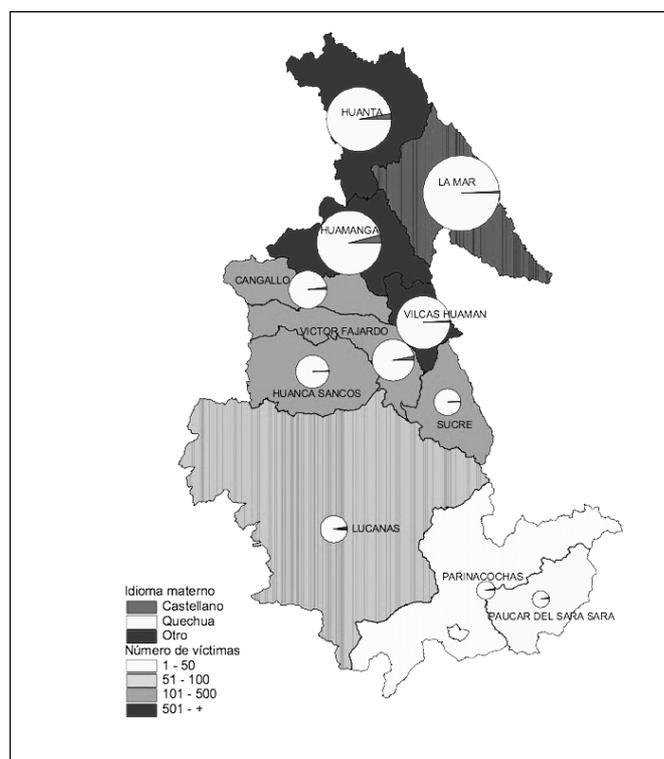
- La guerre péruvienne s'est déployée sur deux fronts principaux. D'abord, entre 1980 et 1990, dans la région du centre-sud, avec Ayacucho comme épicentre, et dans un second temps, entre 1990 et 2000, dans la région de l'Amazonie centrale (Satipo, Junín) et du Nord (Huánuco, San Martín). Les affrontements concernent de manière massive l'armée, aidée par les milices civiles, et les senderistes. Cependant, après 1985, le MRTA se déploie, lui aussi, dans les nouveaux fronts de guerre, en Amazonie du centre et du nord, pour disputer la dominance du PCP-SL et pour participer activement au trafic de drogue. Dans ces lieux, les populations ont été forcées de participer directement aux luttes armées entre les forces de l'ordre et les subversifs, personne ne pouvait rester neutre. Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes ont été recrutés de gré ou de force dans les rangs de la subversion et/ou des milices civiles. Et c'est aussi dans ces deux espaces du territoire national que le trafic de drogue s'est mêlé aux activités des bandes terroristes qui ont continué à agir après 2000, et jusqu'à nos jours en Amazonie centrale.

- Comme on le sait, les principaux responsables de la violence de masse étaient le PCP-SL et les forces armées. Les faits enregistrés et les témoignages des proches des victimes et des rescapés de la guerre sont formels, les forces

Introduction

de l'ordre se sont comportées comme une armée d'occupation et ont attaqué, pillé, violé, et exécuté les civils de manière indiscriminée, surtout jusqu'à la fin des années 1990. Tous les corps de l'armée et de la police, notamment la marine et les Sinchis (forces antisubversives de la police), ont participé à cette violence meurtrière permise et entretenue par les trois gouvernements civils.

Les excès de violence ont concerné aussi, on l'a vu précédemment, les milices civiles. On verra dans la chronique plusieurs cas bien documentés de leurs méfaits, notamment à Ayacucho et à Satipo.



Carte 6 : Nombre de morts rapportés à la CVR selon les langues maternelles et les provinces du département d'Ayacucho (Anexo 4 : 176)

Enfin, comme je le notais précédemment, l'utilisation d'enfants-soldats a été largement répandue chez les bandes subversives comme chez les militaires. Des enfants ont été également forcés de participer aux attentats à la bombe du PCP-SL.

- Au cours de la guerre, les attentats terroristes n'ont jamais cessé d'être perpétrés, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à Lima, où des milliers d'attaques à la bombe ont marqué les années de violence. Tout comme les meurtres sélectifs de personnalités civiles et militaires, mais aussi ceux

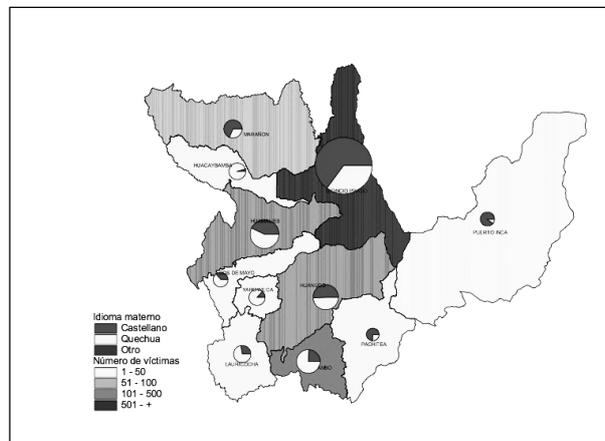
Chronique de la guerre interne au Pérou

perpétrés contre des petits commerçants, des femmes dirigeantes, des policiers et des soldats.



Fig. 25 : Subversifs du MRTA à Lima (Archives de *La República*)

Il est évident que le but recherché, et atteint, était d’instaurer un climat de peur, de terreur et d’angoisse permanent, notamment par le biais d’attentats contre les pylônes de haute tension qui laissaient la capitale du pays et les principales villes dans le noir pendant des heures et parfois des jours.



Carte 7 : Nombre de morts rapportés à la CVR selon les langues maternelles et les provinces du département de Huánuco (Anexo 4 : 262)

D’autres attaques concernaient les locaux gouvernementaux, les casernes, les banques (pillées par la suite), les lieux publics (écoles, hôpitaux, marchés, grands magasins, restaurants, cinémas, maisons de personnalités). Cela dit, on reste perplexes face au peu de victimes de ces attentats ; les terroristes étaient-ils de « mauvais techniciens » ? Ou est-ce que leurs intentions n’étaient pas

Chronique de la guerre interne au Pérou

« révolutionnaires ». J'ai exploré brièvement la situation dans le VRAEM (Villasante 2014c, 2016a¹⁵, 2016b¹⁶, 2016d¹⁷), mais elle sera analysée en profondeur dans un livre en préparation, qui tiendra compte également des séquelles de la guerre et des attentes de justice et des réparations étatiques administrées par le Conseil des réparations (Villasante 2015f¹⁸).

En tant que chercheurs, nous avons une responsabilité indéniable dans l'éclaircissement des informations sur cette guerre qui pèse encore de son poids dans les régions qui étaient au cœur du conflit, Ayacucho et l'Amazonie centrale. La période de post-guerre actuelle n'est pas reconnue en tant que telle, et ce déni de réalité, promu par l'État, est problématique pour la société péruvienne, notamment pour les jeunes qui sont nés pendant ou après cette guerre et dont ils ignorent tout. Le déni est et sera lourd de conséquences pour les générations actuelles et futures...



Fig. 26 : Enterrement dans un village d'Ayacucho, c. 1990 (*El Montonero*)

*

¹⁵ Villasante 2016a, Por el reconocimiento de las víctimas de los campos de internamiento senderistas, *Boletín del IDEHPUCP*.

¹⁶ Villasante 2016b, Los recuperados de la selva central, víctimas de crímenes de lesa humanidad, *Boletín del Lugar de la memoria de Lima*.

¹⁷ Villasante 2016d, El Protocolo de atención a los « recuperados » del VRAEM y los crímenes de lesa humanidad aún no reconocidos, *Boletín del IDEHPUCP*.

¹⁸ Villasante 2015f, Primer congreso nacional de organizaciones regionales víctimas de la violencia, *Boletín del IDEHPUCP*.